

“Le PS liégeois doit sortir de son isolement”

“A Liège, il faut tourner la page du Club des Cinq”

Entretien François Brabant et Frédéric Chardon

Le socialiste Frédéric Daerden, député fédéral, reçoit dans le tout nouvel hôtel de ville de Herstal, dont il est bourgmestre. Une odeur de peinture fraîche imprègne l'air, et des piles de cartons jonchent les couloirs. Les allées sont rouges, le bureau maïoral est vert, et les toilettes, bleues. “*Il ne faut y voir aucune connotation politique*” assure le maître des lieux, acteur d'un PS liégeois en perpétuelle ébullition.

Le 20 juin, Willy Demeyer a été réélu à la présidence de la fédération liégeoise du PS. A ce stade, considérez-vous qu'il a tenu ses promesses ?

C'est trop tôt pour le dire, mais je suis convaincu que Willy va respecter ses engagements. Il a annoncé que son programme serait ajusté, complété, enrichi, grâce aux retours des militants. Il a aussi dit qu'il impliquerait ses vice-présidents, Isabelle Simonis, Alain Mathot. Je le crois sincère. Nous allons maintenant voir le test de la rentrée. Les instances de la fédération vont-

elles se réunir de façon régulière ? Les réunions donneront-elles lieu à de vrais échanges sur l'action du parti et la vie liégeoise ? C'était l'un de mes reproches : le manque de réunions. Bien que d'autres réunions, informelles celles-là, se tenaient peut-être...

Vous faites référence au fameux “Club des Cinq”, qui regroupe Willy Demeyer, Jean-Claude Marcourt, André Gilles, Alain Mathot et Stéphane Moreau ?

Voilà. Mais je ne sais pas mesurer l'ampleur de ces réunions-là puisque je n'y étais pas.

L'existence même du Club des Cinq pose selon vous problème ?

Je pense que le parti doit fonctionner dans ses instances. Celles-ci peuvent être larges ou plus restreintes, mais elles doivent être officielles, reconnues. Willy s'est engagé à ce que la fédération fonctionne à l'avenir de cette manière-là. Il faut tourner la page du Club des Cinq. Même en son sein, il y en a quelques-uns qui sont mûrs pour cela – Willy et Jean-Claude, en tout cas. J'ai le sentiment qu'il y a une maturité générale pour entamer une nouvelle ère.

Stéphane Moreau, bourgmestre d'Ans, est non seulement l'un des principaux dirigeants du PS liégeois, mais aussi un chef d'entreprise, à la tête du groupe Nethys, ex-Tecteo. Cette double casquette vous paraît-elle dommageable?

Au PS, nous voulons non seulement éviter les conflits d'intérêts, mais aussi l'apparence de conflit d'intérêts. Nous sommes attentifs aux règles de transparence, et à la notion de cumul, y compris le volet financier.

Y compris la transparence des rémunérations? Stéphane Moreau refuse de communiquer son salaire.

Je suis pour la clarté totale. C'est une exigence générale, qui ne vise pas quelqu'un

en particulier. Mais il ne doit pas y avoir de personne immunisée.

Une des missions de Willy Demeyer sera-t-elle de repositionner votre fédération sur la carte nationale?

Ce n'est pas le rôle de Willy, mais de toute une équipe. Jusqu'à présent, nous avons vécu dans une forme d'isolement, volontaire ou involontaire. C'est un peu le travers des socialistes liégeois, et des Liégeois en général, avec notre côté principautaire. On doit rompre avec cette mauvaise habitude. La fédération de Liège doit sortir de son isolement, elle doit amplifier les contacts avec les autres fédérations, ainsi qu'avec le boulevard de l'Empereur.

“Les intérêts flamands dictent les mesures du fédéral”

Le gouvernement fédéral a décidé d'une baisse des charges sociales pour les entreprises dans son accord fiscal estival (le “tax shift”). Une bonne mesure pour les entreprises wallonnes ?

En fait, il s'agit de mesures idéologiques et linéaires orientées par le contexte économique flamand.

Charles Michel roule pour la Flandre ?

Il roule surtout pour ce qu'il peut... Il est minoritaire au sein de la majorité. Il roule pour maintenir ce gouvernement déséquilibré et est complice de cela. Et donc les mesures socio-économiques sont dictées par les intérêts flamands. Je ne dis pas cela dans un raisonnement communautaire au sens constitutionnel mais au sens communautaire socio-économique.

Quand les charges baissent pour les entreprises flamandes, elles baissent tout autant pour les entreprises wallonnes, non ?

Oui, mais pour la réduction

Passer à 25 % de cotisations, ça peut être intéressant dans certains secteurs pour certains types d'emplois. Je ne suis pas fermé à cela mais il faut que la contrepartie de ces mesures soit le maintien de la sécurité sociale. Il ne faut pas financer ces réformes sur le dos des travailleurs, des allocataires sociaux, des malades, des invalides, des ménages... C'est malheureusement dans ce

sens-là que ça va. On touche les gens. Tout cela est fait avec un prisme de droite flamande.

Dans le tax shift, qu'est-ce qui correspondrait à ce prisme de droite flamande alors ?

L'accord est tellement flou que je ne peux pas le dire... J'attends les éléments plus

des cotisations, il y a deux cadeaux aux entreprises : le saut d'index, qui est déjà un élément permettant de réduire le poste “rémunérations”, et il y a maintenant dans le “tax shift” des baisses de cotisations. Cela va-t-il créer de l'emploi ? Cela était-il nécessaire en termes de compétitivité pour tout le monde en Belgique ?

Vous doutez de l'impact sur l'emploi des baisses de charges ?

Dans ces mesures linéaires, il n'y a pas d'obligation de création d'emplois. On nous répond : ce sera induit. Mais là où ces baisses de charges vont être réellement “induites”, c'est dans les dividendes des actionnaires... Par ailleurs, il y a des secteurs en difficultés de compétitivité en raison du volume de la charge salariale mais il y en a d'autres qui le sont en raison du coût de l'énergie ou encore du coût des matières premières.

Vous pensez que ces mesures sur la baisse des coûts salariaux correspondent donc plus aux besoins de la Flandre qu'à ceux de la Wallonie ?

concrets. Il y a eu un gros effet d'annonce : les ministres fédéraux avaient trouvé un accord, ils avaient réglé avant les vacances leur pseudo-tax shift... Mais j'attends la rentrée pour savoir ce qu'ils y mettent vraiment.

Le côté “flamand” n'est donc pas si évident que cela...

Quand on voit les mesures liées aux pensions et au chômage, on sent bien que l'on vit dans un monde un peu différent : le centre de gravité du gouvernement est en Flandre. De même, dans la prise en compte des incidences des décisions fédérales sur les Régions, il n'y a que la Flandre qui est consultée ou, en tout cas, ses besoins sont naturellement plus largement pris en compte. On va ressentir tout cela à l'avenir sur la situation des citoyens francophones.